



Le 19 mars, contre les violences policières, les discriminations, le racisme. Partout en France, marchons pour la justice.

A l'appel de : La LDH, le Mrap, la CGT, la FSU

Le 19 mars aura lieu, à Paris place de la Nation à 14h, pour la deuxième année consécutive, une marche pour la justice et la dignité. Nos organisations appellent à la solidarité et à cette manifestation qui se tient à l'appel des familles de victimes de violences policières. Elle se tient après l'agression insupportable dont Théo a été, après beaucoup d'autres avant lui, la victime.

Parce que les violences policières ne sont pas commises qu'en Ile-de-France, parce que les victimes de ces violences sont de toutes origines, c'est partout en France que nous appelons à manifester le 19 mars 2017.

Avec ces marches, nous crions notre colère.

Colère face à des violences policières dont le caractère répétitif trahit une conception pervertie de la sécurité publique et de la protection des citoyens ; colère face à une impunité manifeste et à un « deux poids, deux mesures » qui minent l'égalité des citoyens devant la justice ; colère devant des décisions gouvernementales qui visent à renforcer le poids de la police vis-à-vis de la justice, de la jeunesse et de la population.

Avec ces marches, nous signifions : alerte !

La police exerce un métier difficile. Il lui arrive d'en payer chèrement le prix et de dénombrer ses victimes, tombées parfois dans d'atroces conditions. La France ne manque pas d'en porter le deuil. C'est donc une énorme responsabilité que d'être policier, de porter arme à la ceinture, d'incarner la force de la loi et, au-delà, la République. Cette responsabilité n'autorise aucun passe-droit ; au contraire, elle oblige. D'où notre alarme : manifestations de racisme, discriminations, comportements humiliants, violences et indulgences coupables marquent aujourd'hui les interventions policières.

Avec ces marches, nous disons : une autre police est nécessaire.

Cette situation relève certes d'un contexte politique dégradé, marqué d'inégalités, d'injustices et d'invocations à un ordre qui se retourne contre les libertés individuelles et collectives. Pour autant, elle n'est pas fatale et il est impératif d'adopter des mesures qui recentrent la police sur ses missions de protection, bannissent les comportements agressifs, punitifs et humiliants, créent les conditions de confiance entre police et population.

Avec ces marches, nous portons des demandes précises.

La police doit retrouver sa vocation de protection dans une relation de proximité exercée dans le respect des personnes et de leurs droits. Ses agents doivent recevoir une formation conforme à ces objectifs.

Le gouvernement doit rouvrir le dossier du récépissé pour les contrôles d'identité. Sa fonction n'est pas du même ordre que celle des caméras, dont il a seul décidé la généralisation et dans des conditions discutables. Les méthodes d'interpellation à hauts risques déjà interdites dans nombre d'autres pays européens doivent être bannies.

Aujourd'hui, le gouvernement doit prendre les mesures qui s'imposent et ouvrir les discussions nécessaires.

Avec ces marches c'est la liberté, l'égalité et la fraternité que nous défendons. Les violences policières, dès qu'elles font – ou semblent – faire système, sont un coup de poignard plongé dans le cœur de la République : elles foulent les libertés aux pieds, mettent à bas l'égalité des citoyennes et des citoyens devant la police et la justice, substituent les stigmatisations haineuses et les enfermements identitaires aux valeurs qui fondent notre réalité plurielle, laquelle est aussi notre identité collective.

C'est pour ces raisons et pour ces objectifs que nous appelons les citoyennes et les citoyens, toutes celles et ceux qui vivent, étudient et travaillent en France, à marcher le 19 mars.